



Passez à l'action en 2005!



L'ISP invite les syndicats à répondre à l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté en veillant à ce que la revendication de services publics de qualité figure en bonne place dans cette campagne. Il apparaît de plus en plus que 2005 sera une

année charnière dans la lutte contre la pauvreté. S'adressant à la manifestation historique "Make Poverty History", qui a eu lieu à Londres au début de ce mois, Nelson Mandela a déclaré: "La campagne mondiale d'action contre la misère est à ranger aux côtés des mouvements publics pour l'abolition de l'esclavage et de solidarité contre l'apartheid Certaines générations sont appelées à la grandeur. Vous pouvez être une grande génération."

► *Votre syndicat participe-t-il à cette campagne?*
Pour cela, allez sur: <http://www.whiteband.org/>, ou envoyez un e-mail à wendy.caird@world-psi.org

Des chiffres sur la pauvreté dans le monde

- 1] 1,2 milliard de personnes vivent avec au maximum 1 dollar US par jour;
- 2] 54 pays sont plus pauvres aujourd'hui qu'en 1990;
- 3] Le 1% le plus riche de la population mondiale a autant de revenus que les 57% les plus pauvres;
- 4] Un milliard de personnes (un tiers de la force de travail mondiale, dont 60% de femmes) sont chômeurs, sous-employés ou des travailleurs pauvres;
- 5] 245 millions d'enfants entre 5 et 17 ans travaillent (un enfant sur six dans le monde);
- 6] 860 millions d'adultes sont illettrés;
- 7] 114 millions d'enfants d'âge primaire ne vont pas à l'école (un enfant sur cinq dans le monde);
- 8] Près de 11 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année; la plupart de ces décès pourraient être évités;
- 9] 800 millions de personnes sont sous-alimentées.

Nouvelles du tsunami



Les syndicats du secteur public ont magnifiquement répondu à l'appel de l'ISP à la suite des séismes et du tsunami de l'océan indien. Ensemble, nous avons réuni 110.000 US\$ fermes et 75.000 US\$ de promesses

de dons. De nombreux syndicats ont également exprimé leur solidarité par l'intermédiaire de fonds nationaux ou gérés par des ONG. Des membres

du personnel de l'ISP ont visité les régions les plus touchées du Tamil Nadu, du Sri Lanka et d'Indonésie pour évaluer les dégâts et discuter avec nos affiliés sur place de la meilleure manière d'utiliser cet argent. Nous vous tiendrons informés.

Le G7 envisage une annulation de la dette



Après des semaines de pression de la part de la société civile et des syndicats, la réunion du G7 de ce mois a appelé le FMI à formuler des propositions pour financer jusqu'à 100% d'allègement de la dette. Si l'assemblée n'a pas réussi à se

mettre d'accord sur un mécanisme de financement, elle a demandé au FMI de présenter des propositions à la réunion qui aura lieu entre le FMI et la Banque mondiale en avril à Washington. Tous les regards se tournent vers Washington.

8 mars - Journée internationale des femmes



L'ISP mène une campagne de cartes postales pour célébrer la Journée internationale des femmes du 8 mars. La carte postale est disponible en anglais, français et espagnol sur le site <http://www.world-psi.org/>. L'ISP explique que les services publics sont essentiels pour

l'égalité des sexes: les femmes doivent avoir accès aux soins de santé, notamment de santé reproductive, à des crèches, à l'éducation et aux services de base, par exemple l'eau et l'électricité. L'ISP sera également présente à la Commission de l'ONU sur la condition de la femme, en février/mars, à l'occasion du bilan des dix ans de la Plateforme d'action de Pékin. Nous insisterons pour que les Etats ne reviennent pas sur les engagements pris en 1995 et pour que la Commission fasse mention, dans ses déclarations de principe, du rôle important des services publics pour l'égalité des sexes.

Normes du travail au Japon



La CISL a publié un nouveau rapport sur les normes du travail au Japon et dénonce certaines lois restrictives visant à empêcher les travailleurs des services publics de s'organiser. Le droit à la négociation collective

est strictement réservé aux travailleurs administratifs et aux fonctionnaires (dont les salaires sont fixés par la loi), et les réunions et consultations avec les syndicats du secteur public sont sans effet sur les salaires et les conditions de travail. Les employés du secteur public n'ont pas le droit de grève et peuvent être licenciés ou emprisonnés jusqu'à trois ans pour incitation à la grève. Le rapport mentionne également la discrimination salariale à l'égard des femmes, qui gagnent seulement 65% de ce que gagnent les hommes et sont confinées dans des postes temporaires et à temps partiel. Pour lire le rapport complet:

<http://www.icftu.org/displaydocument.asp?Index=991221158&Language=EN/>

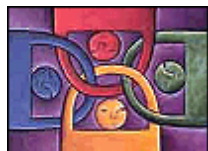
L'avenir du syndicalisme



Comment les syndicats relèvent-ils les défis du 21^e siècle? Quelles stratégies s'avèrent payantes et quelles pratiques sont en recul? Un colloque international sur le renouveau syndical a rassemblé

des chercheurs et experts en la matière dont les conclusions viennent d'être publiées sur le Net. Le CRIMT souhaite que cette réflexion se poursuive et invite les syndicats à publier des documents qui l'alimentent. Les documents disponibles en anglais et en français sont accessibles sur les deux sites <http://www.crimt.org/unionrenewal.html> et http://www.crimt.org/Ren_fr_test01.html

Se servir des mécanismes de contrôle de l'OIT



L'ISP et l'IE ont publié une nouvelle brochure pour aider les syndicats du secteur public à mettre à profit les mécanismes de contrôle de l'OIT destinés à

défendre leurs droits. La brochure explique comment soumettre une plainte au Comité de la liberté syndicale de l'OIT, quelle aide peuvent apporter l'ISP et l'IE, et récapitule les points principaux des conventions n° 87 et 98 de l'OIT. Cette brochure a été réalisée par le personnel des deux organisations dans la région Asie et Pacifique - il est prévu de la traduire en japonais, coréen, indonésien, cingalais, tamoul, népalais, hindi, bengali, mongolien et thaï -, mais elle concerne aussi les autres grandes régions. La version anglaise de 20 pages est disponible sur le site de l'ISP (<http://www.world-psi.org/publications>). Vous pouvez en demander des exemplaires à l'adresse rights@world-psi.org.

La lutte s'intensifie aux Etats-Unis



L'administration Bush a lancé un plan visant à retirer certains droits aux fonctionnaires fédéraux et à

modifier les normes de l'administration fédérale. Ces mesures visent particulièrement les 700.000 fonctionnaires du ministère de la Défense et les 180.000 du ministère de l'intérieur. Ce dernier a émis une nouvelle réglementation qui restreint considérablement les droits de négociation collective des employés et élimine pratiquement la procédure qui leur permettait de s'exprimer librement quand ils étaient témoins de méfaits ou de mauvaise gestion. La nouvelle réglementation donne toute autorité au ministère pour diverses décisions importantes en matière de salaires, promotions, embauches, licenciements et autres. Au mépris du Congrès des Etats-Unis, le ministère de la Défense a refusé de consulter les syndicats. Quatre syndicats, dont la [Fédération américaine des employés du gouvernement](#) (AFGE), vont intenter un procès contre cette nouvelle réglementation.

EDF et la responsabilité sociale d'entreprise



L'ISP a signé avec Electricité de France (EDF), le plus grand groupe producteur d'électricité du monde, un accord global sur la responsabilité sociale d'entreprise. Il s'agit d'un document novateur d'une vaste portée, qui reflète les

préoccupations de la société civile et a été négocié avec les syndicats de nombreuses succursales d'EDF dans le monde - notamment en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Slovaquie, en Hongrie, en Pologne, en Argentine, au Brésil et au Mexique. La responsabilité environnementale et sociale est au centre de cet accord, qu'EDF s'apprête maintenant à mettre en oeuvre; on attend de voir les résultats. Pour une copie de l'accord, envoyez un e-mail à david.boys@world-psi.org

Enron et le marché libre



Les tenants de l'économie de marché seront surpris d'apprendre comment ENRON a réussi à manipuler un marché entier - offre, demande et prix - pour en tirer avantage. Selon une enquête du

New York Times sur de nouveaux enregistrements et documents récemment soumis à la Commission fédérale de réglementation de l'énergie, ENRON a créé une pénurie artificielle d'électricité, fait monter les prix et fermé des usines, et ce dans le but d'améliorer ses bénéfices. La compagnie a testé ce modèle dans la province canadienne de l'Alberta, la seule où l'électricité soit entièrement privatisée (les tarifs de l'électricité y sont maintenant les plus élevés du pays). Sur l'un des enregistrements, on peut entendre le dialogue suivant:

"On vous demande d'être un peu imaginatifs et de trouver une bonne raison d'arrêter la production..."

"O.K., alors on prétexte des travaux de maintenance, un genre de panne bidon? Cela devrait marcher, non?"

"Espérons", dit l'interlocuteur, et les deux hommes rient.

Le lendemain (17/1/01), l'usine était mise hors service, et l'Etat de Californie déclarait une situation d'urgence, avec des coupures de courant alternées pour un demi-million de consommateurs.

OIT: nouvelles bases de données utiles



L'OIT a mis en ligne trois nouvelles bases de données concernant les salaires minimum, la protection de la maternité et le temps de travail. Il est possible de faire des recherches

par pays, par région, par sujet et par texte.

L'utilisateur peut aussi naviguer dans toute la base de donnée et rechercher les changements récents à l'aide de la recherche avancée. Ces bases de données n'existent pour le moment qu'en anglais. Voir:

<http://www.ilo.org/public/english/protection/condtra/v/database/index.htm>

La Banque mondiale persiste et signe



L'unité de la Banque mondiale chargée du développement du secteur privé a publié les versions mises à jour de 34 documents traitant de divers aspects de sa stratégie de privatisation. On y trouve des titres comme "Soutien aux privatisations", "Comment mener à bien une politique de privatisation", "Réduire l'envergure du secteur public" et "Créer une structure institutionnelle pour la privatisation".

Selon ces documents synthétiques, la Banque accorde une grande importance aux compressions d'effectifs entraînées par les privatisations. Ces documents (en anglais) peuvent être téléchargés sur:

<http://rru.worldbank.org/PapersLinks/Privatization-Strategy/> On trouve d'autres langues à l'adresse: <http://www.worldbank.org/>

Dirigeant syndical irakien assassiné



Hadi Salih, Secrétaire international de la Fédération irakienne des syndicats de travailleurs (IFTU), a été torturé et tué le 4 janvier à son domicile de Bagdad. Dans les milieux syndicaux, on attribue cet acte barbare à des ex-agents du

Moukharabat, la police secrète de Saddam Hussein. Salih avait été condamné à mort en 1969 pour activisme syndical indépendant. Sa peine ayant été commuée, il avait passé cinq ans dans les prisons de Saddam. Puis il était parti en Suède, d'où il a continué à défendre les droits des travailleurs en Irak. En 2003, il était retourné en

Irak pour aider à la reconstruction du mouvement syndical irakien. Si vous voulez soutenir cette cause, cliquez ici:

<http://www.tuc.org.uk/international/index.cfm?mins=376>

Thaïlande: le combat continue



L'ISP applaudit les membres du syndicat de l'*Electricity Generating Authority of Thailand* (Egat) qui poursuivent leur courageux combat contre la privatisation, malgré la réélection, à une écrasante majorité, du parti "Thai Rak Thai" ("Les Thaïs aiment les Thaïs"). La privation de cette entreprise d'Etat s'était heurtée à une farouche opposition l'an dernier, et le gouvernement avait décidé de la reporter pour une durée indéfinie. Les élections de ce mois ont été interprétées comme un mandat pour ressusciter le projet. Le syndicat appelle le gouvernement à lancer un référendum national pour mettre définitivement fin à la controverse. Des messages de soutien peuvent être envoyés au syndicat: psithai@asianet.co.th

L'ISP en Palestine



Une délégation de sept membres de l'ISP vient de rentrer d'un voyage en Palestine et en Israël, où ils ont cherché à créer des liens

entre les syndicats de la région. La délégation a rencontré des affiliés du secteur de la santé et de la fonction publique, a visité des lieux de travail et s'est entretenue avec le ministre du Travail sur les difficultés liées à la législation du travail.

Grève de la faim pour la santé publique



Six membres du Secrétariat polonais de protection de la santé NSZZ, notamment des

membres du Comité exécutif, ont entamé une grève de la faim à Varsovie. "Des mois de négociations, de consultations et de protestations n'ont servi à rien... Nous demandons au gouvernement de retirer le projet de loi sur la restructuration des services de santé", explique Maria Ochman, membre du syndicat Solidarność de la santé. Les syndicats pensent qu'une restructuration conduirait à de nombreuses fermetures d'hôpitaux et donc à la privatisation du système de santé. L'ISP a écrit au Président polonais Kwasniewski pour protester contre la détérioration constante des services de santé dans le pays et contre le refus du gouvernement de participer à un dialogue social.

Hommage à Heinz Kluncker



Heinz Kluncker, qui a été Président de l'ISP de 1973 à 1985, est à l'honneur à l'occasion de son 80^e anniversaire (le 20.2.05). Le syndicat allemand Ver.di a inauguré une exposition photo pour célébrer sa vie et son travail au sein du mouvement syndicaliste allemand et international.

Vous ne connaissiez pas le Flash ISP?



C'est peut-être la première fois que vous recevez le Flash ISP par e-mail. Si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de répondre en mentionnant le mot "**unsubscribe**" dans votre message.

PUBLIC SERVICES INTERNATIONAL

email psi@world-psi.org

Tel +33 (0)4 5040 6464

Fax +33 (0)4 5040 7320

B.P. 9, 01211

Ferney-Voltaire Cedex

France

www.world-psi.org